

Pour demain, une impérieuse politique du témoignage

Un agent pathogène, presque en un éclair, a figé la quasi-totalité de nos activités individuelles et collectives. Il fallait que cet événement d'une portée telle qu'on en vit à peu près une fois par siècle, soit porteur d'un sens, presque d'un message qu'il nous revenait de déchiffrer. Et alors, un phénomène vite se déchaîna : un afflux tous azimuts de verbe. Il convenait de saisir cette fulgurante plaie meurtrière comme un symptôme patent de notre civilisation, de nos dérives, de notre irresponsabilité. Une particule microscopique révélait, dans un même mouvement, la vanité de notre volonté de toute-puissance et l'ampleur depuis si longtemps refoulée de notre vulnérabilité.

En ce début de printemps, a commencé de partout à fleurir une nouvelle race : les spécialistes du «monde d'après». La plupart se sont mis à rêver à de salutaires lendemains qui chanteraient, mais selon des termes qui recouvraient le défaut d'imaginer soudainement pouvoir plier le réel à nos vues comme si des paroles, du seul fait de leurs bonnes intentions supposées, devraient bientôt prendre corps. Or, à l'opposé de toute cette inflation opiniologique, l'heure devrait être à un tout autre exercice de la parole et qui procède d'une logique fort distincte : le témoignage. Celui qui narre les situations vécues depuis l'expérience du terrain, dans les lieux où les troubles de l'époque se font si cruellement sentir : les hôpitaux, les entreprises, les écoles, les ménages démunis, les êtres désœuvrés, les banlieues en déshérence... C'est cela qui nous a manqué au cours des dernières décennies : des récits qui auraient contredit les flopées de discours qui masquent la réalité des faits, répondent à toutes sortes d'intérêts et finissent par forger nos représentations.

Être attentifs aux contre-discours

Si nous avons été pleinement attentifs à ces édifiants contre-discours, nous vivrions à coup sûr dans des sociétés moins en souffrance. Car cette crise a révélé avant tout les défauts de soin, les conséquences nocives induites par le recul continu des investissements dans les services publics, la valeur de tant de métiers si inconsidérés et déterminant néanmoins la bonne marche de nos sociétés, l'ampleur des inégalités, l'incapacité de certaines régions du monde à gérer comme il le faudrait de telles épreuves. Voilà ce que ce choc planétaire nous expose avant tout : l'étendue de nos carences et de nos défaillances et toutes les complications et peines qui en découlent. Le témoignage, c'est déposer aux yeux des autres sur ce que la plupart ne savent pas, ce à quoi ils n'assistent pas et qui pourtant – du fait de la violation de droits élémentaires subie par certains, ou par la communauté tout entière des citoyens – appelle à être porté à la connaissance publique.

A cet égard, nous devrions être infiniment plus à l'écoute de ces comptes rendus rédigés depuis le ras du sol de la vie quotidienne, relevant d'expertises souvent plus instructives que celles produites par tant d'experts patentés. Tous ces «procès-verbaux» étant appelés à constituer le guide premier de l'action publique – loin des vues de l'esprit et des idéologies bornées – s'instituant alors comme une politique du témoignage. Une politique qui défendrait avant toute chose quelques principes tenus pour fondamentaux – plus encore – vitaux : le respect de la dignité et de l'intégrité humaines, les soucis de garantir à tous équité et justice, de favoriser le meilleur épanouissement de chacun, de satisfaire le besoin humain de reconnaissance, de ne pas souiller la biosphère et nos corps. L'enjeu consistant à travailler au plus grand ajustement possible entre l'existant et la prise en compte de ces exigences proprement morales.

Cette visée requiert de déployer un double geste clinique : se livrer à de réguliers diagnostics et partout s'atteler à repriser, mais aussi à panser – par une myriade d'opérations concrètes – les insuffisances et les plaies de notre société. Soit une politique du présent, humaniste en d'autres termes, car s'appuyant avant tout sur des états des lieux et ne cherchant pas à aligner le réel à des conceptions par avance fixées mais, tout à l'inverse, à ordonner ses actes en fonction des dures réalités de l'époque. Ce, à l'écart de la passion du futur qui nous a tant animés au cours des dernières années – si habilement stimulée par l'industrie du numérique – procédant à la fois d'un déni de réalité et d'une continuelle fuite en avant misant sur des solutions toujours à venir et souvent fantasmatiques, relevant de surcroît de réponses principalement techniques données à nos difficultés.

Au cas par cas

Le propre d'une telle posture, c'est qu'elle exige de redéfinir les conditions de l'exercice du politique. Ce serait peut-être cela l'«après» : nous détourner de schémas procédant de mesures arrêtées au sommet d'après des conceptions échafaudées *a priori* et souvent hors-sol, pour privilégier des décisions pleinement au fait de tous les maux qui meurtrissent les corps et les âmes, fissurent notre socle commun et qui ambitionneraient sans relâche de les résorber.

A cette enseigne, il ne s'agit pas seulement de rétablir l'Etat-providence, dorénavant considéré comme la principale issue salvatrice. Car l'entreprise ne se réduit pas à la restauration et à la mise en place, une fois pour toutes, de filets de sécurité et de mécanismes de solidarité. Elle suppose tout autant d'engager sans relâche des actions chirurgicales en quelque sorte, vouées à recoudre partout, et presque au cas par cas, les plaies occasionnées du fait de près d'un demi-siècle de ravages induits par l'application de dogmes économiques toujours plus débridés. Et cet effort, pour connaître une pleine mesure, requiert de concert l'implication de la puissance publique et de l'ensemble de la société civile. Une telle tâche, loin de toute pompe lyrique, s'accomplira de façon discrète et sera ardue et longue.

Il est d'ores et déjà écrit que la terrible crise à venir due à cette pandémie va entraîner des licenciements massifs, aggraver les phénomènes de pauvreté, de rejet d'autrui, autant qu'intensifier l'état d'ingouvernabilité larvé qui caractérise nos démocraties et dont voudront tirer à leur avantage des figures autoritaires. Plutôt qu'un hypothétique et soudain monde d'après, ce sont les errements du passé qui font retour sur les écrans de notre présent et qui à juste titre demandent réparation. Et tout laisse à penser qu'il est de notre responsabilité de régler sans attendre ces dettes, faute de quoi des hordes d'huissiers d'un nouveau genre descendront dans la rue et voudront d'elles-mêmes s'emparer de ce dont décidément les pouvoirs successifs, depuis de si longues décennies, se seront obstinés à leur refuser.

Éric Sadin, écrivain et philosophe, *Libération*, 29 avril 2020

Eric Sadin publiera en octobre, *l'Ère de l'individu-tyran*, aux éditions Grasset.